

préalable qui ne peut, bien sûr, s'exprimer qu'au lieu et à la date choisis par le gouvernement précédent.

C'est ainsi que le P.C.F. n'a pas aperçu de situation révolutionnaire en France pratiquement depuis sa fondation en 1920, car même l'étape qui suit la conquête de la majorité électorale ne peut servir qu'à démontrer l'honnêteté du P.C.F., en respectant les accords convenus.

Placé éternellement dans l'attente d'une situation nationale propice, le P.C.F. se doit également de respecter les données du jeu international, maîtrisé pour son compte par la bureaucratie du Kremlin. L'effet favorable que n'a cessé de produire sur Moscou la politique étrangère gaulliste n'est pas pour peu dans les atterrissements, la paralysie et enfin la trahison du P.C.F. en Mai 68.

L'investiture d'abord accordée à Mitterrand dans ses prétentions au fauteuil qui lui a été brutalement retirée en mai 68 montre clairement le caractère irréalisable des conditions d'application du programme du P.C.F.

C. — Les solutions bureaucratiques à l'impasse : quelques hypothèses possibles.

Cette impasse politique que vit intensément le P.C.F. depuis Mai 68 n'est pas sans poser de problèmes au sein du parti lui-même. L'échec de l'Unité de la Gauche, l'offensive du gouvernement ne peuvent pas laisser les bureaucrates indifférents. Il ne s'agit pas de s'adonner à la psychologie en tentant d'analyser quelles sont les solutions que l'appareil tente d'y apporter implicitement, mais c'est seulement au travers de cette analyse qu'on peut percevoir le projet réel du P.C.F. dans sa pratique syndicale et politique.

1) Les alliances.

La politique de la main tendue cesse d'avoir toute efficacité quand rien ne se profile à l'horizon. Aussi le P.C.F. esquisse-t-il une nouvelle tactique vis-à-vis de ses partenaires politiques et sociaux qui est beaucoup plus cohérente que les projets officiels.

Conscient que les couches qu'il tente de rassembler dans la perspective d'une démocratie avancée sont moins que jamais représentées par ses problématiques interlocuteurs sociaux-démocrates ou républicains, le P.C.F. vise aujourd'hui à les structurer dans les filets de sa quarantaine d'organisations de masse : syndicats, associations, mouvements divers, etc. Le réseau qui va de la C.G.T. au M.O.D.E.F. en passant par la défense de tous les intérêts possibles, préfigure déjà le système de gestion à l'œuvre dans la France démocratiquement avancée. La bureaucratie stalinienne par l'intermédiaire de toutes ces courroies de transmissions et en s'appuyant sur son hégémonie dans le mouvement ouvrier du futur secteur nationalisé, projette de contrôler par là tous les rouages essentiels de l'Etat pour les faire fonctionner dans son propre intérêt. Ce type d'alliances, qui n'est que l'unité entre le P.C.F. et ses appendices, peut à l'occasion inclure un parti socialiste ou un parti radical quelconque. Mais l'axe essentiel demeure sa domination propre des grands bastions du mouvement ouvrier. Les couches périphériques, artisans, commerçants, intellectuels ou techniciens encadrés de cette manière ne sont que des forces d'appoint œuvrant dans le sens des intérêts de l'appareil.

Le système de gestion bureaucratique du futur « Etat ouvrier dégénéré » français est ainsi préfiguré par la pratique du P.C.F. à l'Université où le bloc P.C.F. - U.E.C. - C.G.T. - S.N.E.S.U.P. - U.N.E.F. Renouveau en prenant le contrôle des conseils de gestion croit prendre la tête de l'Education Nationale.

En pratiquant la contreproposition systématique et raisonnable dans le cadre du système capitaliste, le projet du P.C.F. peut prendre l'apparence de l'efficacité aux yeux de beaucoup de travailleurs. Si par exemple, le grand problème de la recherche est une affaire de crédits, c'est à l'Etat qu'on les demandera. Celui des monopoles ne donnera rien ; l'autre, celui de la majorité électorale, de gauche, et victorieuse, les accordera. Dès lors, les intérêts de la nation seront confiés sur place à un appareil de gestion bureaucratique déjà tout prêt dans les diverses coordinations syndicales. La boucle du réformisme « réaliste » est ainsi nouée.

2) Le régime de Démocratie avancée.

Mais ce réalisme-là est totalement différent du réformisme social-démocrate. L'alliance est contractée sous la bannière prédominante du P.C.F. Elle est orientée dans un sens bien précis : l'institution en France d'un système de gestion bureaucratique — si possible avec la caution des alliés socialistes et républicains — axée sur les grands secteurs nationalisés ; par l'intermédiaire

d'échanges quasi exclusifs avec l'U.R.S.S. et ses satellites, qui ferait rapidement basculer la démocratie avancée dans la démocratie populaire.

La Social-démocratie s'insérerait dans le système impérialiste pour s'y tailler une part du gâteau. La bureaucratie stalinienne espère tailler l'Etat à ses propres mesures et le rattacher graduellement à ses intérêts internationaux, ceux du système bureaucratique.

Car de l'accession au pouvoir à la faveur d'une poussée électorale (mais non révolutionnaire), jusqu'à l'avènement graduel du socialisme, il y a ce maillon constant qui garantit la place prédominante du P.C.F., à savoir, son hégémonie idéologique et organisationnelle sur le mouvement ouvrier. Autour de cet axe peuvent se faire et se défaire des alliances mais la garantie d'une telle politique doit être préservée à tout prix : la main-mise sur toute l'activité du prolétariat. A lui seul cet objectif justifie toutes les manœuvres y compris celles qui peuvent avoir un aspect « gauche » en s'opposant temporairement de manière ferme aux tentatives gouvernementales — comme ce fut le cas de la C.G.T. avec les contrats de progrès.

3) Une nouvelle tactique frontiste.

Si ce qui précède constitue vraisemblablement le fond de la stratégie politique du P.C.F., il demeure néanmoins — en tout cas à titre d'hypothèse de travail — que l'appareil pourrait quelque peu réajuster la composition des fronts qu'il tente de former. Les récents rapprochements entre le P.S.U. et le P.C.F. posent clairement la question : simple tactique ou vision à plus long terme ?

Il peut s'agir d'une simple tactique visant à favoriser la séparation du P.S.U. d'avec le courant révolutionnaire, en instituant des rapports privilégiés entre les structures des deux partis. Mais le bruit court à l'heure actuelle que le P.C.F. pourrait proposer de faire liste commune avec le P.S.U. dans le cadre des prochaines municipales. Il faudrait peut-être alors y percevoir un net réajustement de la tactique dans les alliances. Le P.C.F. conscient du laminage de ses alliés traditionnels prendrait alors leur place, s'entourant à sa gauche du P.S.U., et à sa droite des débris de la social-démocratie (P.S.) et de la bourgeoisie progressiste (C.I.R.). Une telle éventualité n'a guère que des incidences tactiques car la stratégie d'instauration de la démocratie avancée demeure inchangée dans ce cas aussi. C'est toujours en s'appuyant sur le bloc social qu'il encadre, que le P.C.F. espère réaliser ses projets de transformation de la société ; seuls les « alliés » de caution seront légèrement différents. Mais la démocratie avancée sera bel et bien cet « Etat du peuple tout entier » où le peuple n'aura pour s'exprimer que la « majorité démocratique » au Parlement et l'appareil syndical dans les entreprises et l'université.

D. — Nature et limites de la crise du P.C.F.

Les caractéristiques actuelles du P.C.F. étaient déjà clairement perceptibles avant la deuxième guerre mondiale. Pourtant ce n'est qu'aujourd'hui que semble se poser avec tant d'acuité pour les marxistes révolutionnaires le problème d'une définition précise du P.C.F. Bien sûr, ce problème intervient dans une situation internationale où la crise du stalinisme vient s'ajouter à celle du capitalisme où le rôle conservateur de la bureaucratie soviétique et des partis communistes se révèle sous un jour particulièrement cru. Cependant, si les dimensions de la crise deviennent immenses en touchant au cœur même du système bureaucratique international, elles se limitent encore pour l'appareil à un conflit d'intérêt entre les manœuvres nationales du P.C.F. et le comportement de l'U.R.S.S. par rapport aux « Partis frères ».

1) La crise apparaît comme une contradiction tactique.

Même si la direction du P.C.F. partageait quant au fond les vues de Brejnev sur le développement dangereux de la situation tchécoslovaque elle a publiquement « désapprouvé » « l'invasion » pour approuver ensuite la « normalisation ».

Ce n'est évidemment pas tant l'entrée des chars russes à Prague qui la gênait, que les incidences de l'intervention sur sa tactique politique en France.

Pour tout l'appareil du P.C.F. « la marche de la France au socialisme » passe plus que jamais par la démocratie avancée. De la démocratie avancée au socialisme il y a pour tout bureaucrate le rattachement indispensable et graduel au camp socialiste par l'intermédiaire d'une politique économique contrôlée par les différents appareils du P.C.F.

Le nœud du désaccord qui oppose aujourd'hui la « droite » (Leroy, Piquet, etc.) au centrisme stalinien (Marchais et son groupe), réside dans l'appréciation du degré d'autonomie reven-